

Chambre des Représentants

SESSION 1983-1984

12 JUIN 1984

PROJET DE LOI DE REDRESSEMENT

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première et neuvième chambres, saisi par le président de la Chambre des Représentants, le 6 juin 1984, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur « le texte des articles 13, 13bis, 27, 36, 40, 49, 59, 69, 72, 73, 75, 77, 82, 86bis et 101 (nouveau) du projet de loi de redressement, qui ont été modifiés par la Commission du Budget de la Chambre », a donné le 8 juin 1984 l'avis suivant :

OBSERVATIONS GENERALES

I.

Le Conseil d'Etat a été consulté par le président de la Chambre des Représentants sur un certain nombre d'articles du projet de loi de redressement, tels qu'ils ont été modifiés par les amendements acceptés par la Commission du Budget de la Chambre.

Il se bornera donc à donner un avis sur les dispositions nouvelles qui ont été adoptées par la commission, sans répéter les observations formulées dans son avis du 18 avril 1984 ⁽¹⁾.

II.

Il va de soi que le Conseil d'Etat n'a pas à examiner les modifications qui résultent uniquement de choix d'opportunité politique.

Art. 13.

L'article 13 a été complété par un § 4 qui précise la date à partir de laquelle sera applicable le nouveau régime d'indemnisation d'une incapacité de travail permanente qui est due à une maladie professionnelle et dont le taux est inférieur, selon le cas, à 5 % ou à 10 %.

Le nouveau régime sera appliqué à partir du 1^{er} avril 1984 « pour les maladies professionnelles dont l'incapacité de travail permanente débute à partir de cette date ».

On sait que l'intention était d'inclure le nouveau régime dans la loi sur les maladies professionnelles afin d'assurer le parallélisme avec le régime que l'arrêté royal n° 285 du 31 mars 1984 a inséré dans la loi sur les accidents du travail. Dans cette dernière loi, le nouveau régime est entré en vigueur le 1^{er} avril 1984 « pour les accidents survenus à partir de cette date ».

Bien qu'elles ne soient pas formulées en termes identiques, les dispositions respectives d'entrée en vigueur, compte tenu de la différence de fait entre un accident du travail et une maladie professionnelle, n'en ont pas moins la même

Voir :

927 (1983-1984) :

- N° 1 : Projet de loi.
- Nos 2 à 21 : Amendements.
- N° 22 : Avis du Conseil d'Etat.
- Nos 23 à 26 : Amendements.
- N° 27 : Rapport.

⁽¹⁾ Doc. parl. Chambre 927 (1983-1984), n° 1 (annexe).

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1983-1984

12 JUNI 1984

ONTWERP VAN HERSTELWET

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste en negende kamer, de 6de juni 1984 door de voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over « de tekst van de artikelen 13, 13bis, 27, 36, 40, 49, 59, 69, 72, 73, 75, 77, 82, 86bis en 101 (nieuw) van het ontwerp van herstelwet, die door de Commissie voor de Begroting van de Kamer werden gewijzigd », heeft de 8ste juni 1984 het volgende advies gegeven :

ALGEMENE OPMERKINGEN

I.

De Raad van State is door de voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers geraadpleegd over een aantal artikelen van het ontwerp van herstelwet, zoals die gewijzigd zijn door de amendementen welke in de Commissie voor de Begroting van de Kamer zijn aangenomen.

Hij adviseert dus enkel over de nieuwe door de commissie goedgekeurde bepalingen, zonder daarbij de opmerkingen te herhalen die hij gemaakt heeft in zijn advies van 18 april 1984 ⁽¹⁾.

II.

Wijzigingen die alleen uit een politieke opportuniteitskeuze volgen hoeft de Raad van State uiteraard niet te onderzoeken.

Art. 13.

Aan artikel 13 is een § 4 toegevoegd waarbij de datum wordt gepreciseerd vanaf welke de nieuwe regeling inzake de vergoeding voor een aan een beroepsziekte te wijten blijvende arbeidsongeschiktheid van minder dan 5 %, respectievelijk 10 %, zal worden toegepast.

De nieuwe regeling zal worden toegepast vanaf 1 april 1984 « voor de beroepsziekten waarvan de blijvende arbeidsongeschiktheid een aanvang neemt vanaf die datum ».

Men weet dat het de opzet was de bedoelde nieuwe regeling in de beroepsziektenwet op te nemen om het parallelisme te verzekeren met de regeling die bij het koninklijk besluit nr. 285 van 31 maart 1984 in de arbeidsongevallenwet is ingevoerd. In de arbeidsongevallenwet is de nieuwe regeling in werking getreden op 1 april 1984 « voor de ongevallen overkomen vanaf die datum ».

Ofschoon de respectieve bepalingen van inwerkingtreding niet op een zelfde wijze zijn gesteld, is er, rekening gehouden met het feitelijke verschil tussen een arbeidsongeval en een beroepsziekte, gelijkheid in de betekenis ervan, inzonder-

Zie :

927 (1983-1984) :

- Nr. 1 : Wetsontwerp.
- Nrs. 2 tot 21 : Amendementen.
- Nr. 22 : Advies van de Raad van State.
- Nrs. 23 tot 26 : Amendementen.
- Nr. 27 : Verslag.

⁽¹⁾ Gedr. St. Kamer 927 (1983-1984), nr. 1 (bijlage).

signification étant donné, plus particulièrement, qu'il s'agit, de part et d'autre, d'une indemnité d'incapacité de travail permanente.

Du point de vue rédactionnel, la disposition du § 4 pourrait être fusionnée comme suit avec la disposition modificative qui figure au § 3 :

« Pour la victime dont l'incapacité de travail permanente débute après le 31 mars 1983, l'indemnité annuelle, par dérogation aux dispositions des premier et deuxième alinéas, est diminuée de 50 % si le taux d'incapacité s'élève à... (la suite comme dans le texte adopté par la commission) ».

Art. 13bis.

L'article 13bis tend à dissiper tout doute sur la validité juridique de la mise en vigueur des articles de l'arrêté royal n° 39 du 31 mars 1982 qui y sont mentionnés.

EXAMEN DU TEXTE

Art. 27.

Au § 4, il conviendrait de rétablir, dans le texte français, l'intitulé exact de l'arrêté royal n° 237 du 31 décembre 1983 relatif aux mesures d'assainissement applicables à la Régie des télégraphes et des téléphones (*Moniteur belge* du 18 janvier 1984, p. 629) et de l'arrêté royal n° 241 (et non 214) du 31 décembre 1983 relatif aux mesures d'amélioration des résultats d'exploitation de la Régie des transports maritimes.

Art. 36.

Par souci de correction et de concordance avec le texte néerlandais, il conviendrait de remplacer les mots « valeur d'acquisition ou de placement » par « valeur d'acquisition ou d'investissement », dans le texte français.

Art. 40.

Dans le texte français du § 3, la construction nouvelle donnée à la phrase qui suit le point-virgule, doit entraîner la suppression du « que » devant les mots « le taux de référence ».

Art. 49.

Le rétablissement, dans le n° 1, de la subordination de la délimitation d'une zone de reconversion à l'avis conforme de l'exécutif de la région concernée, appelle évidemment la critique que le Conseil d'Etat avait adressée, sur ce même point, à l'avant-projet du Gouvernement ⁽¹⁾.

On ajoutera subsidiairement que la nécessité d'un avis conforme de l'exécutif de la région concernée prive de sens la dernière phrase du 1°. Cette dernière phrase, qui ne figurait pas dans l'avant-projet soumis au Conseil d'Etat, se justifiait dans le projet lui-même parce que celui-ci envisageait seulement que l'exécutif de la région concernée fût invité à donner son avis. Comme, à défaut d'un avis conforme, le Roi est empêché d'exercer son pouvoir, la détermination d'un délai est sans portée.

Art. 59.

La suppression de cet article n'appelle pas d'observation.

Art. 69.

L'article n'appelle pas d'autre observation que celle qui a été formulée dans l'avis du 18 avril 1984 (p. 20), à propos de l'expression « capital novateur restant à rembourser ».

Art. 72.

Un amendement d'origine parlementaire a introduit dans cet article un § 3 nouveau qui permet aux travailleurs occupés dans une entreprise novatrice de déduire de leurs revenus imposables la totalité de leur investissement dans la société, alors que pour les autres personnes physiques la déduction est limitée à la moitié de leur investissement.

Selon la justification donnée par les auteurs de l'amendement, celui-ci « tend à rendre la souscription de titres novateurs par les travailleurs, auprès de leur employeur, plus attrayante au point de vue fiscal » ⁽²⁾.

Corrélativement, le même amendement a proposé de compléter le § 3 (devenu § 4) de l'article, par un alinéa prévoyant qu'« aucune déduction n'est admise dans les cas où un contribuable visé au § 3 détient directement ou indirectement, à lui seul ou avec son conjoint, ses descendants, ascendants et collatéraux jusqu'au

degré croissant, une participation de 10 % dans une entreprise novatrice ».

Redactioneel kan de bepaling van § 4 worden samengevoegd met de wijzigende bepaling onder § 3, te stellen als volgt :

« Voor de getroffen wiens blijvende arbeidsongeschiktheid na 31 maart 1984 een aanvang neemt wordt, in afwijking van het bepaalde in het eerste en het tweede lid, de jaarlijkse vergoeding... (voorts zoals in de door de commissie aangenomen tekst) ».

Art. 13bis.

Artikel 13bis strekt ertoe elke rechtstwijfel omtrent de geldigheid van de inwerkingtreding van de erin vermelde artikelen van het koninklijk besluit nr. 39 van 31 maart 1982 weg te nemen.

ONDERZOEK VAN DE TEKST

Art. 27.

In de Franse tekst van § 4 herstelle men het juiste opschrift van het koninklijk besluit nr. 237 van 31 december 1983 « relatif aux mesures d'assainissement applicables à la Régie des télégraphes et des téléphones » (*Belgisch Staatsblad* van 18 januari 1984, blz. 629) en van het koninklijk besluit nr. 241 (en niet 214) van 31 december 1983 « relatif aux mesures d'amélioration des résultats d'exploitation de la Régie des transports maritimes ».

Art. 36.

Correctheidshalve en mede ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst vervange men in de Franse tekst de woorden « valeur d'acquisition ou de placement » door « valeur d'acquisition ou d'investissement ».

Art. 40.

In de Franse tekst van § 3 brengt de nieuwe opbouw van de volzin die op de kommapunt volgt, mede dat het woord « que » vóór de woorden « le taux de référence » moet vervallen.

Art. 49.

De omstandigheid dat in de tekst onder 1° de afbakening van een reconversiezone opnieuw afhankelijk gemaakt wordt van het eensluidend advies van de executieve van het betrokken gewest, roept uiteraard hetzelfde bezwaar op als de Raad van State, wat datzelfde punt betreft, had gemaakt ten aanzien van het voorontwerp van de Regering ⁽¹⁾.

Subsidiair zij opgemerkt dat de noodzaak van een eensluidend advies van de executieve van het betrokken gewest iedere betekenis ontnemt aan de laatste volzin van 1°. Die laatste volzin, welke in het aan de Raad van State voorgelegde voorontwerp niet voorkwam, was in het ontwerp zelf wel op zijn plaats omdat daar alleen werd bepaald dat de executieve van het betrokken gewest om advies zou worden verzocht. Daar de Koning bij het ontbreken van een eensluidend advies zijn bevoegdheid niet vermag uit te oefenen, heeft het geen zin een termijn te bepalen.

Art. 59.

De weglating van dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

Art. 69.

Bij het artikel is geen andere opmerking te maken dan die welke in het advies van 18 april 1984 (blz. 20) gemaakt is in verband met de woorden « nog terug te betalen innovatiekapitaal ».

Art. 72.

Een parlementair amendement heeft in dit artikel een nieuwe § 3 ingevoegd die de in een innovatieonderneming tewerkgestelde werknemers toestaat hun investering in de vennootschap geheel van hun belastbare inkomsten af te trekken, terwijl voor de andere natuurlijke personen de aftrek beperkt wordt tot de helft van hun investering.

Volgens de verantwoording die door de stellers van het amendement is verstrekt, wil dit laatste « voor die werknemers het inschrijven op innovatie-effecten bij hun werkgever fiscaal aantrekkelijker maken » ⁽²⁾.

In aansluiting daarop is in hetzelfde amendement voorgesteld § 3 van het artikel (die § 4 geworden is) aan te vullen met een lid waarin wordt bepaald dat « geen aftrek wordt verleend in de gevallen waar de in § 3 bedoelde belastingplichtige alleen of samen met zijn echtgenoot, zijn afstammelingen, zijn ascenden-

⁽¹⁾ Avis précité, p. 19, n° 3.

⁽²⁾ Doc. parl. Chambre 927 (1983-1984), n° 18, pp. 5 et 6.

⁽¹⁾ Voormeld advies, blz. 19, nr. 3.

⁽²⁾ Gedr. St. Kamer 927 (1983-1984), nr. 18, blz. 5 en 6.

deuxième degré inclusivement et ceux de son conjoint, plus de 25 % des droits dans la société novatrice ».

Cette disposition appelle deux observations :

1. L'amendement n'étant accompagné d'aucune justification concernant le texte devenu le § 4, deuxième alinéa, on peut se demander si ce texte, tel qu'il est rédigé, correspond bien à l'intention de ses auteurs. En effet, on n'aperçoit pas la raison pour laquelle un investisseur, qui aurait souscrit plus de 25 % des droits dans la société novatrice, bénéficierait de la déduction ordinaire s'il n'était pas occupé en qualité de travailleur salarié dans la société, alors qu'il en serait privé s'il y travaillait en cette qualité.

Si, comme on peut le supposer, l'intention des auteurs de l'amendement était seulement d'exclure de l'avantage supplémentaire prévu au § 3 les contribuables se trouvant dans le cas défini par la disposition, le début de celle-ci serait mieux rédigé comme suit :

« La limitation de la déduction à la moitié des sommes consacrées à l'investissement conformément au § 1^{er} est applicable au contribuable visé au § 3 lorsque celui-ci détient... ».

2. En faisant dépendre l'assiette de l'impôt sur les revenus d'un contribuable, d'éléments du patrimoine de ses parents et de ses alliés, sans qu'aucune condition de cohésion familiale ni aucune présomption d'interposition de personnes ne soit énoncée, la disposition nouvelle blesse le principe de l'égalité des Belges devant l'impôt⁽¹⁾.

En effet, le fait qu'un contribuable, qui n'a ni conjoint ni parents ni alliés, ne se trouve pas exposé à perdre l'exemption d'impôt prévue à l'article 72, § 1^{er}, du projet, alors qu'un autre contribuable se voit refuser l'exemption en raison d'agissements d'un parent ou d'un allié, repose sur des circonstances sur lesquelles le contribuable ne peut influer et qui, par elles-mêmes, ne lui procurent aucun avantage.

Pour demeurer conforme à l'article 6 de la Constitution, une différence de traitement en matière d'impôt doit reposer sur une différence de situation propre au contribuable concerné.

Art. 73.

Cette disposition n'appelle pas d'observation.

Art. 75.

La suggestion du Conseil d'Etat de substituer le mot « agrément » à celui d'« agrégation » a été retenue au § 1^{er}, mais a été perdue de vue aux §§ 2 et 3.

Art. 77.

A propos du § 7, le Conseil d'Etat avait émis une double critique de constitutionnalité. L'une concernait la subdélégation des pouvoirs du Roi à une autorité non précisée. Le texte amendé est à l'abri de cette première critique. La deuxième objection était que l'avant-projet permettait une rupture de l'égalité entre les assujettis. L'amendement retenu par la Commission du Budget substitue, sur ce point, au critère très vague (« dans des cas spéciaux ») de l'avant-projet, l'énumération de cas plus précis dans lesquels dispense totale ou partielle des obligations prévues par l'article, peut être accordée à des sociétés.

Cet effort de précision des critères de dispense n'en laisse pas moins subsister un pouvoir d'appréciation portant sur la détermination des entreprises qui pourront ou non bénéficier de la dispense.

Pour rester conforme au principe d'égalité inscrit à l'article 6 de la Constitution, le texte devrait prévoir un véritable droit à la dispense dans les cas qu'il détermine, ce qui laisserait le pouvoir d'appréciation, quant à la désignation des bénéficiaires, aux juridictions appelées à statuer sur les situations litigieuses.

⁽¹⁾ Certes une règle analogue est portée par l'article 67, 8^o, du Code des impôts sur les revenus. Cependant, les deux hypothèses — celle de l'article 67, 8^o, et celle du présent texte — sont très différentes. Dans le premier cas, il s'agit d'une plus-value réalisée à l'occasion d'une cession d'actions ou de parts de sociétés. Or, une telle cession est volontaire par hypothèse. Dans le cas de l'article présentement examiné, au contraire, le contribuable n'a pas le moyen de se soustraire à l'imposition. Par ailleurs, s'il est vrai que l'énumération qui figure au § 7 de l'article 77 du projet coïncide en grande partie avec celle de l'article 82, § 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus, c'est sous l'importante réserve que cette dernière disposition énumère les personnes à charge du contribuable et qui font partie de son ménage, ce qui implique le minimum de cohésion familiale qui justifierait la mesure portée par l'article 72, § 4, deuxième alinéa.

ten, zijn zijverwanten tot en met de tweede graad en die van zijn echtgenoot, middellijk of onmiddellijk meer dan 25 % bezit van de rechten in de innovatievennootschap ».

Bij die bepaling zijn twee opmerkingen te maken :

1. Daar bij het amendement generlei verantwoording is gevoegd in verband met de tekst die § 4, tweede lid, is geworden, kan men zich afvragen of die tekst, zoals hij geformuleerd is, wel beantwoordt aan hetgeen de stellers bedoelen. Het is immers niet duidelijk waarom een belegger die ingeschreven zou hebben op meer dan 25 % van de rechten in een innovatievennootschap, de gewone aftrek zou genieten als hij niet als werknemer in de vennootschap werkzaam is, terwijl die aftrek hem zou worden ontzegd als hij daar wel in die hoedanigheid was tewerkgesteld.

Mochten de stellers van het amendement, naar aangenomen mag worden, alleen de bedoeling hebben het in § 3 bedoelde extra-voordeel te ontzeggen aan de belastingplichtigen die zich bevinden in het in de bepaling omschreven geval, dan zou het begin van die bepaling beter als volgt worden geformuleerd :

« De beperking van de aftrek tot de helft van de bedragen die overeenkomstig § 1 voor belegging worden besteed, geldt voor de in § 3 bedoelde belastingplichtige wanneer deze alleen of... ».

2. De nieuwe bepaling doet afbreuk aan het beginsel van de gelijkheid van de Belgen ten aanzien van de belasting, doordat zij de grondslag van de belasting op de inkomsten van een belastingplichtige laat afhangen van bestanddelen van het vermogen van zijn bloed- en aanverwanten zonder dat er enige voorwaarde van gezinssamenhang wordt gesteld of enig vermoeden van het stellen van een tussenpersoon wordt gevestigd⁽¹⁾.

Het feit dat een belastingplichtige die geen echtgenoot, noch bloed- of aanverwanten heeft, geen gevaar loopt de in artikel 72, § 1, van het ontwerp bepaalde belastingvrijstelling te verliezen, terwijl die vrijstelling aan een andere belastingplichtige wordt ontzegd wegens bepaalde praktijken van een bloed- of aanverwant, berust immers op omstandigheden waarop de belastingplichtige geen vat heeft en die hem uit zichzelf geen enkel voordeel opleveren.

Opdat geen afbreuk wordt gedaan aan artikel 6 van de Grondwet, moet een verschil in behandeling op het stuk van belastingen berusten op een specifiek verschil in de toestand van de betrokken belastingplichtige.

Art. 73.

Bij deze bepaling is geen opmerking te maken.

Art. 75.

Met het voorstel van de Raad van State om in de Franse tekst het woord « agrément » te gebruiken in plaats van « agrégation » is wel rekening gehouden in § 1, maar in de §§ 2 en 3 is het over het hoofd gezien.

Art. 77.

In verband met § 7 had de Raad van State twee grondwettigheidsbezwaren gemaakt. Een van de bezwaren had betrekking op de subdelegatie van 's Konings bevoegdheid aan een niet nader genoemde overheid. Dit eerste bezwaar kan niet meer worden ingebracht tegen de geamendeerde tekst. Het tweede bezwaar was dat het voorontwerp de mogelijkheid opende om de gelijkheid onder diegenen die aan de in het artikel bedoelde verplichtingen onderworpen waren, te verbreken. Het door de Commissie voor de Begroting aangenomen amendement vervangt in dat opzicht het zeer vage criterium van het voorontwerp (« in bijzondere gevallen ») door een opsomming van een aantal meer nauwkeurige gevallen waarin vennootschappen geheel of gedeeltelijk kunnen worden ontheven van de bij het artikel opgelegde verplichtingen.

Deze poging tot precisering van de ontheffingscriteria laat niettemin een beoordelingsbevoegdheid bestaan met betrekking tot het bepalen van de ondernemingen die al dan niet voor ontheffing in aanmerking kunnen komen.

Opdat geen afbreuk wordt gedaan aan het in artikel 6 van de Grondwet neergelegde gelijkheidsbeginsel, zou de tekst moeten voorzien in een werkelijk recht op ontheffing in de gevallen welke hij bepaalt; aldus zou de beoordelingsbevoegdheid met betrekking tot de aanwijzing van de begunstigten blijven berusten bij de rechtscollages die over betwiste toestanden uitspraak hebben te doen.

⁽¹⁾ Een soortgelijke regel komt weliswaar voor in artikel 67, 8^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen. De twee gevallen — dat van artikel 67, 8^o, en dat van de onderhavige tekst — zijn echter sterk verschillend. In het eerste geval gaat het om een meerwaarde die verwezenlijkt wordt naar aanleiding van een overdracht van vennootschapsaandelen of -deelbewijzen. Zulk een overdracht wordt verondersteld een vrijwillige overdracht te zijn. In het geval van het hier besproken artikel daarentegen is er voor de belastingplichtige geen mogelijkheid om zich aan de belasting te onttrekken. De opsomming die voorkomt in § 7 van artikel 77 moge overigens grotendeels gelijklopen met die van artikel 82, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, er is toch dit belangrijke verschil dat in de laatstgenoemde bepaling de personen worden opgesomd die ten laste van de belastingplichtige zijn en die deel uitmaken van zijn gezin, zodat daar het minimum aan gezinssamenhang aanwezig is dat de in artikel 72, § 4, tweede lid, vervatte maatregel zou kunnen verantwoorden.

Art. 82.

Pas plus qu'il n'apercevait la valeur normative de l'article lui-même, le Conseil d'Etat n'aperçoit celle de l'amendement.

Art. 101 (nouveau) et 86bis.

L'article 101 (nouveau) vise à apporter un certain nombre de corrections à l'article 3 de l'arrêté royal n° 298 du 31 mars 1984. Dans son avis du 28 mars 1984 concernant cet arrêté royal (*Moniteur belge* du 17 avril 1984, p. 4 901) le Conseil d'Etat observait déjà que, dans le bref délai qui lui avait été imparti, il n'avait pas été en mesure de vérifier si les sections dont la dénomination, même dans le texte français, n'était donnée qu'en néerlandais, n'avaient été créées que dans un seul régime linguistique.

Pour que le nouveau texte atteigne son objectif, il vaudrait mieux rédiger les dispositions modificatives comme suit :

« Art. 101.— Dans le texte français de l'article 3 de l'arrêté royal... (la suite comme dans le texte adopté par le commission) :

» 1° au littera A, quatrième tiret, et au littera C, premier tiret, les mots « lichamelijke opvoeding opleidsters vrijetijdsbesteding » sont remplacés par les mots « éducation physique (éducatrices) » ;

» 2° au littera C, deuxième tiret, les mots « industriële scheikunde » sont remplacés par les mots « chimie industrielle » . »

∴

L'article 86bis (nouveau) confirme un certain nombre d'arrêtés royaux qui ont été pris en application de la loi de pouvoirs spéciaux du 6 juillet 1983 et auxquels le présent projet de loi apporte des modifications.

La confirmation de l'arrêté royal n° 206 du 29 août 1983 est déjà prévue à l'article 11 du projet de loi n° 882, encore que la disposition relative à la date d'entrée en vigueur de cette confirmation y soit formulée différemment. Si la confirmation de l'arrêté royal n° 206 est maintenue dans le présent projet, il conviendra d'adapter le projet 882 en conséquence.

Il faut signaler d'autre part que, le 25 mai 1984, le Premier Ministre a demandé l'avis du Conseil d'Etat au sujet d'un avant-projet de loi portant confirmation d'un certain nombre d'autres arrêtés royaux numérotés, dont les arrêtés royaux n°s 296, 297 et 298 du 31 mars 1984. Si la confirmation de ces derniers arrêtés royaux est également maintenue dans le présent projet, il y aura lieu d'adapter aussi l'avant-projet de loi susvisé.

Dans son avis L. 16.212/1, du 30 mai 1984, le Conseil d'Etat a fait au sujet de l'avant-projet de loi précité notamment l'observation suivante :

« Les arrêtés royaux visés dans le projet de loi sont confirmés avec effet à la date de leur entrée en vigueur. Ils auront donc le caractère d'une loi non seulement pour l'avenir, mais également pour le passé, avec la conséquence inévitable qu'ils seront soustraits, même pour le passé, au contrôle juridictionnel des cours et tribunaux et du Conseil d'Etat.

« La question de savoir si l'attribution d'un tel effet rétroactif à la loi de confirmation envisagée est conforme ou non à l'article 5, premier alinéa, visé ci-dessus a déjà trouvé une réponse implicite dans la loi du 1^{er} juillet 1983 portant confirmation des arrêtés royaux pris en exécution de l'article 2 de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi. En effet, cette loi a notamment en son article 10, confirmé l'arrêté royal n° 41 du 2 avril 1982 avec effet à la date de son entrée en vigueur, qui est celle du 7 avril 1982 (Voir l'art. 7 de l'arrêté royal) » .

∴

Certaines dispositions du présent projet modifient les arrêtés royaux dont la confirmation est prévue par l'article 86bis. Il est évident que la formule de confirmation doit se lire à la lumière de ces modifications et en tenant compte de celles-ci.

L'avis concernant les articles 13, 13bis, 86bis et 101 (nouveau) a été donné par la première chambre, composée de

MM. :

H. ADRIAENS, président;
H. COREMANS,
Gh. TACQ, conseillers d'Etat;

M^{me} :

M. BENARD, greffier;

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. Gh. TACQ.

Art. 82.

De Raad van State ziet niet in wat de normatieve waarde van het amendement kan zijn, evenmin als dat hem duidelijk was voor het artikel zelf.

Art. 101 (nouveau) et 86bis.

Met artikel 101 (nouveau) beoogt men een aantal correcties aan te brengen in artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 298 van 31 maart 1984. In zijn advies van 28 maart 1984 omtrent dat besluit (*Belgisch Staatsblad* van 17 april 1984, blz. 4 901) had de Raad van State reeds doen opmerken dat in de korte termijn die hem was toegemeten, het niet mogelijk was na te gaan of de afdelingen welke benaming, zelfs in de Franse tekst, alleen in het Nederlands was gegeven, slechts in één taalsysteem waren opgericht.

Om het oogmerk te bereiken dat met de nieuwe tekst wordt nagestreefd, waren de wijzigende bepalingen beter gesteld als volgt :

« Art. 101.— In de Franse tekst van artikel 3 van het koninklijk besluit... (voorts zoals in de door de commissie aangenomen tekst) :

» 1° in littera A, vierde streepje, en in littera C, eerste streepje, worden de woorden « lichamelijke opvoeding opleidsters vrijetijdsbesteding » vervangen door « éducation physique (éducatrices) » ;

2° in littera C, tweede streepje, worden de woorden « industriële scheikunde » vervangen door « chimie industrielle » . »

∴

Artikel 86bis (nouveau) bekrachtigt een aantal koninklijke besluiten die met toepassing van de bijzondere-machtenwet van 6 juli 1983 zijn vastgesteld en waaromtrent in dit wetsontwerp wijzigingen zijn opgenomen.

De bekrachtiging van het koninklijk besluit nr. 206 van 29 augustus 1983 is al opgenomen onder artikel 11 van het wetsontwerp nr. 882, zij het dat de inwerkingtredingsdatum van deze bekrachtiging op een andere manier is geformuleerd. Indien de bekrachtiging van het koninklijk besluit nr. 206 in dit ontwerp wordt behouden, zal het ontwerp 882 moeten worden aangepast.

Inmiddels is het ook zo dat op 25 mei 1984 de Eerste Minister de Raad van State om advies heeft gevraagd omtrent een voorontwerp van wet tot bekrachtiging van een aantal andere genummerde koninklijke besluiten, waaronder de koninklijke besluiten nrs. 296, 297 en 298 van 31 maart 1984. Indien ook deze koninklijke besluiten in dit ontwerp behouden blijven, zal ook dat voorontwerp van wet worden aangepast.

In zijn advies nr. L. 16.212/1, van 30 mei 1984 deed de Raad van State omtrent dat voorontwerp onder meer opmerken wat volgt :

« De koninklijke besluiten bedoeld in het ontwerp van wet, worden bekrachtigd vanaf hun inwerkingtreding, wat betekent dat de aldus bekrachtigde koninklijke besluiten de aard van wet zullen hebben, niet alleen voor het toekomstige maar ook voor het verleden met het onvermijdelijke gevolg dat zij ook voor het verleden onttrokken worden aan het juridictioneel toezicht van de hoven en rechtbanken en van de Raad van State.

» De vraag of zodanige terugwerking van de ontworpen bekrachtigingswet al dan niet strookt met het boven aangehaalde wetsartikel 5, eerste lid, werd reeds impliciet beantwoord door de wet van 1 juli 1983 tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen in uitvoering van artikel 2 van de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning. Deze wet heeft immers onder meer bij artikel 10 het koninklijk besluit nr. 41 van 2 april 1982 bekrachtigd met uitwerking vanaf de datum van zijn inwerkingtreding, dit is 7 april 1982 (zie art. 7 van het koninklijk besluit) » .

∴

Een aantal bepalingen van dit ontwerp brengen wijzigingen aan in de koninklijke besluiten waarvan in artikel 86bis in de bekrachtiging wordt voorzien. Het ligt voor de hand dat die bekrachtigingsformule moet worden gelezen in het licht van en rekening houdende met die wijzigingen.

Het advies betreffende de artikelen 13, 13bis, 86bis en 101 (nouveau) is gegeven door de eerste kamer, samengesteld uit

de HH. :

H. ADRIAENS, voorzitter;
H. COREMANS,
Gh. TACQ, staatsraden;

Mevr. :

M. BENARD, griffier;

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer Gh. TACQ.

Les rapports, ont été présentés par M. J. VERMEIRE, auditeur, et par M. P. DE WOLF, auditeur adjoint.

Le Greffier,
M. BENARD.

Le Président,
H. ADRIAENS.

De verslagen werden uitgebracht door de heer J. VERMEIRE, auditeur, en door de heer P. DE WOLF, adjunct-auditeur.

De Griffier,
M. BENARD.

De Voorzitter,
H. ADRIAENS.

L'avis concernant les articles 27, 36, 40, 49, 59, 69, 72, 73, 75, 77 et 82 a été donné par la neuvième chambre composée de

MM. :

P. TAPIE, *président de chambre*;
A. VANWELKENHUYZEN,
P. FINCEUR, *conseillers d'Etat*;

M^{me} :

R. DEROY, *greffier*;

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Les rapports ont été présentés par M. G. PIQUET, premier auditeur, et par M. M. LEROY, auditeur.

Le Greffier,
R. DEROY.

Le Président,
P. TAPIE.

Het advies betreffende de artikelen 27, 36, 40, 49, 59, 69, 72, 73, 75, 77 en 82 is gegeven door de negende kamer, samengesteld uit de HH. :

P. TAPIE, *kamervoorzitter*;
A. VANWELKENHUYZEN,
P. FINCEUR, *staatsraden*;

Mevr. :

R. DEROY, *griffier*;

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. TAPIE.

De verslagen werden uitgebracht door de heer G. PIQUET, eerste auditeur, en door de heer M. LEROY, auditeur.

De Griffier,
R. DEROY.

De Voorzitter,
P. TAPIE.